Informations de base

2018/2560(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la Russie, le cas d'Oyoub Titiev et le centre des droits de l'homme «Memorial» **Subject** 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général **Zone géographique** Russie Fédération	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
08/02/2018	Décision du Parlement	T8-0034/2018	Résumé
08/02/2018	Résultat du vote au parlement		
08/02/2018	Débat en plénière		
08/02/2018	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2018/2560(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B8-0096/2018	07/02/2018	
Proposition de résolution		B8-0098/2018	07/02/2018	
Proposition de résolution		B8-0099/2018	07/02/2018	
Proposition de résolution		B8-0102/2018	07/02/2018	
Proposition de résolution		B8-0105/2018	07/02/2018	
Proposition de résolution		B8-0106/2018	07/02/2018	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0034/2018	08/02/2018	Résumé

Résolution sur la Russie, le cas d'Oyoub Titiev et le centre des droits de l'homme «Memorial»

2018/2560(RSP) - 08/02/2018 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la Russie, le cas d'Oyoub Titiev et le centre des droits de l'homme «Memorial».

Cette résolution a été déposée par les partis PPE, S&D, ALDE, GUE/NGL, et les Verts/EFA.

Le Parlement a appelé à la **libération immédiate** du directeur du centre des droits de l'homme «Memorial» en République tchétchène, Oyoub Titiev, qui a été arrêté le 9 janvier 2018 puis officiellement inculpé et placé en détention provisoire pour de fausses accusations d'acquisition et de détention illicites de stupéfiants. Il a prié instamment les autorités russes de garantir pleinement le respect des droits humains de M. Titiev et de ses droits reconnus par la loi.

Les députés se sont également inquiétés du fait qu'aucun suspect n'ait été traduit en justice pour le meurtre de la prédécesseure d'Oyoub Titiev au sein de Memorial et militante des droits de l'homme, Natalia Estemirova.

Le Parlement a souligné que Memorial, lauréat du prix Sakharov 2009, reste l'une des voix les plus dignes de foi sur la question des droits de l'homme en Russie aujourd'hui et est désormais la dernière organisation indépendante de défense des droits de l'homme à poursuivre ses activités en République de Tchétchénie.

Les députés ont demandé instamment aux autorités russes de mettre immédiatement fin à la série inquiétante d'arrestations, d'attaques, d' intimidations et d'actes visant à jeter le discrédit qui visent les **journalistes indépendants et les défenseurs des droits de l'homme** travaillant dans cette région de la Fédération de Russie. Ils ont souligné que la Russie et son gouvernement ont la responsabilité ultime d'enquêter sur ces actes, de traduire leurs auteurs en justice et de protéger tous les citoyens russes contre les exactions.

Le Parlement a également noté que les autorités russes ont tendance à mépriser **le droit à se rassembler librement** et ont arrêté plus de 1000 citoyens ayant manifesté dans la seule ville de Moscou, et de nombreuses autres personnes dans plusieurs autres villes de la Fédération de Russie après les manifestations pacifiques organisées le 26 mars 2017.

La Commission, le SEAE et les États membres ont été enjoints à aider ceux qui ont fui la Tchétchénie. Tous les États membres doivent maintenir ou accélérer les procédures de demande d'asile pour les victimes, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme, conformément au droit européen et national.

De plus, la VP/HR et le SEAE ont été invités à veiller à ce que les cas de toutes les personnes poursuivies pour des raisons politiques soient abordés lors des **consultations entre l'Union européenne et la Russie sur les droits de l'homme**, une fois qu'elles auront repris, qu'il soit officiellement demandé aux représentants russes de fournir une réponse pour chaque cas et de rendre des comptes au Parlement de leurs échanges avec les autorités russes.

En dernier lieu, le Parlement s'est inquiété des informations faisant état de tortures et de détentions arbitraires de personnes considérées comme **LGBTI** en République de Tchétchénie et a invité les autorités à mettre fin à cette campagne de persécution et à autoriser les organisations internationales de défense des droits de l'homme à mener une enquête crédible sur ces crimes présumés.